

"advance half capital, which Mr. Rooney will reimburse as soon as the delay for redemption has expired."

And the document by which, it was alleged, the above agreement was cancelled, was as follows:

"MONTREAL, August 17th, 1878.

"Received from Patrick Rooney my half of all the payments (at the time they were paid) by the under-mentioned purchasers of the lots sold on the Gregory Farm as follows:

Late Hon. Malcolm Cameron.....	\$12,192 28
J. J. Milloy	4,759 44
John Fearney and Polk Ryan.....	4,044 75
Henry Brownrigg.....	4,206 75
J. Paxton.....	3,787 12
J. Grogan	1,200 00
Her Majesty Queen Victoria.....	18,000 00

\$48,190 34

"The balance of remaining lots unsold will be as heretofore according to the deed, each of us having our half share."

"FRS. DOLAN."

"Witness this day, August 17th, 1878.

"R. W. H. SMITH."

Dolan signed this document, and took away the duplicate, but some days afterward, he returned and alleged that he had been deceived as to the contents, and that he had not intended to cancel the sale of the previous day. Rooney afterwards becoming insolvent, Dolan filed a claim, under the agreement of 16th August, for the \$7,500, offering to take the amount in goods. The assignee contested the claim, alleging that the agreement of 16th August had been cancelled, but he did not set up the agreement by which it was pretended that the cancellation had been effected.

In the Court below (Jetté J.,) April 5, 1879, the contestation was rejected on the following grounds:—

"La Cour, etc....

"Considérant que le 16 Août, 1878, le Réclamant a, par acte sous seing privé, vendu au failli sa part ou son intérêt dans une propriété connue sous le nom de propriété Gregory, alors possédée en société par les dites parties, et ce aux termes et conditions énumérés au dit acte ou document sous seing privé;

"Considérant que le document marqué "Z," invoqué par le Syndic Contestant comme étant une résolution et annulation de la vente faite la veille par le Réclamant au failli, ne peut être interprété dans le sens que lui donne le Contestant;

"Considérant que le dit écrit, rédigé sous forme de reçu destiné à constater le règlement antérieur des transactions entre les parties, au sujet des sommes par eux reçues en société comme propriétaires de cet immeuble avant l'époque à laquelle il était écrit ou signé, ne contient aucune stipulation formelle d'annulation de l'acte de vente sus-mentionné;

"Considérant que le dit document a été rédigé sous la dictée du failli, sans aucune participation de la part du réclamant, et que par suite toute ambiguïté ou incertitude sur le sens ou la portée du dit document doit être interprétée contre celui qui l'a écrit ou dicté, savoir, le failli;

"Considérant qu'il est établi en preuve que le Réclamant n'a pas pu lire le dit document avant de le signer; qu'il a protesté contre le sens et la portée qu'on voulait lui donner, aussitôt qu'il a pu en prendre connaissance par lui-même, et que le dit Réclamant ne peut pas être présumé avoir voulu renoncer, au moyen d'un écrit aussi vague, au bénéfice de la vente qu'il avait faite la veille même;

"Considérant que le reçu du six Septembre, 1878, ne peut être invoqué contre le Réclamant comme comportant une ratification au dit document marqué "Z;"

"Déclare que le dit document marqué "Z" n'est pas et ne peut pas être considéré comme une résiliation ou annulation de la vente du 16 Août, 1878, et en conséquence renvoie la contestation de la réclamation du Réclamant, faite par le dit Syndic Contestant, le tout avec dépens, etc."

RAMSAY, J. (*diss.*), was of opinion that the judgment was unfounded. Error was not shown as clearly as it ought, in order to have the document of 17th August treated as null and void. A new point had been raised at the last moment, that the deed of cancellation was not complete, not having been signed by Rooney. But this question had not been raised by the pleadings, and it was to be observed that the document was produced by Rooney. The judgment of the Court below was not based on the ground that Rooney had not signed, and this Court was not changing the reasons of judgment. If the judgment of the Court had been put on that ground, he would not have been disposed to dissent.